

hebdomadaire

n° 3044 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,
fondé pendant la guerre sous le titre de
RÉSISTANCE OUVRIÈRE.

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

FORCE Ouvrière

CAC 40: LES DIVIDENDES IGNORENT LA RIGUEUR

Les actionnaires des grandes entreprises cotées en Bourse vont recevoir plus de 38 milliards d'euros. C'est 5% de plus qu'en 2011 (lire en page 2).

AGIR événements

Deux négociations interprofessionnelles viennent de commencer: l'une sur l'égalité professionnelle et la qualité de la vie au travail, l'autre sur les contrats de génération.

Lire page 5

La fermeture annoncée de la centrale nucléaire de Fessenheim posera plus de problèmes qu'elle n'est censée en résoudre.

Lire page 6

Unilever veut appliquer en Europe les méthodes de commercialisation qu'il met en œuvre dans les pays pauvres.

Lire page 8

RÉPUBLIQUE ET DÉMOCRATIE

Lire l'éditorial page 4

INTERVIEW en pages centrales

Son dernier livre est en tête des ventes, mais il est exclu des prochains prix littéraires. Il se définit lui-même comme un écrivain social. Rencontre avec Olivier Adam.

RESPIRER culture

La crise actuelle du secteur automobile n'est pas la première et vraisemblablement pas la dernière.

Lire page 15

MONTRER enquête

L'Organisation internationale du travail (OIT) a enquêté sur la situation des travailleurs arabes dans les territoires occupés par Israël et dénonce les atteintes répétées aux droits élémentaires.

Lire pages 17 à 19



RÉPUBLIQUE ET DÉMOCRATIE



L'éditorial de Jean-Claude Mailly

Depuis plus de dix ans nous avons accentué nos réflexions, positions et revendications sur le respect des valeurs républicaines que sont la liberté, l'égalité, la fraternité et la laïcité.

Nous avons, dans nos congrès, considéré qu'elles étaient en effet profondément menacées par ce qu'on appe-

lait il y a quelques années la pensée unique, celle qui, par exemple sur le plan économique, prônait et prône encore les théories dites libérales dans lesquelles la dépense publique est un frein, le marché le Graal.

Avec la Révision générale des politiques publiques, nous avons accentué nos revendications. Non seulement parce qu'elle détruisait des emplois, mais aussi parce qu'elle privatisait ou supprimait des missions de service public. Les exemples pullulent, nous les avons détaillés en 2011 dans notre livre noir de la RGPP.

Ainsi, pour n'en prendre qu'un, il est dangereux que le contrôle de la qualité sanitaire dans les abattoirs de volaille ne soit plus réalisé par l'Administration.

Ces dernières années, sous l'effet de la crise, l'endettement public a explosé, non pour améliorer le service public ou l'investissement public, mais pour pallier les effets de la crise en soutenant les banques, en tentant des relances modestes ou pour faire face aux besoins croissants des amortisseurs sociaux dus à la crise.

Comme nous l'écrivions dès 2007, le jour viendra où l'on nous dira, après avoir vanté les amortisseurs sociaux, qu'ils coûtent trop cher et qu'il faut donc réduire fortement les dépenses publiques et sociales.

Ce qui constitue un des éléments clés d'une politique d'austérité. Qu'on appelle celle-ci politique de redressement ne change rien à l'affaire. Ce n'est qu'une question de vocabulaire. Comme l'explique l'économiste Paul Krugman, le mot redressement est un vocabulaire plus hypocrite que celui d'austérité.

Aujourd'hui nous sommes inquiets car au nom de cette réduction des déficits publics (TSCG oblige!), on continue à restreindre le service public et certains envisagent, via la décentralisation, de mettre fin à l'égalité de droit.

C'est le cas quand le conseil général du Haut-Rhin réclame que la nouvelle collectivité alsacienne bénéficie, par exemple, de compétences normatives réglementaires en droit du travail pour adapter le Code du travail aux logiques locales de compétitivité!

Nous ne dirons jamais assez que la réduction arbitraire, comptable, quasi automatique des dépenses publiques menace l'égalité de droit des citoyens, égalité de droit qui constitue un des fondements de notre conception républicaine et qui est déjà mise à mal. De ce point de vue, le projet républicain demeure moderne et ambitieux.

Nous savons aussi que démocratie et république sont deux concepts différents. On peut être démocrate sans être fondamentalement attaché aux valeurs républicai-

nes. D'autres pays sont de grandes démocraties sans être des républiques au sens de 1789, de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, de 1848.

La conception française de la république, celle qui a toujours eu vocation à être universelle, est toujours une référence dans le monde, notamment pour celles et ceux qui souffrent.

À Force Ouvrière nous entendons défendre l'une et l'autre, la démocratie et la république, et nous avons effectivement une conception exigeante de la république.

Si l'on peut parler de modèle français, c'est du modèle républicain avec tout ce qu'il implique, y compris au niveau social. C'est par exemple le cas pour la hiérarchie des normes.

De ce point de vue, les relations entre marché et démocratie sont plus simples qu'entre marché et république. Les deux derniers peuvent en effet devenir antagonistes quand, au nom d'une conception économique, les structures publiques –dont le service public–, celles à même de pouvoir assurer l'égalité de droit, sont remises en cause.

Osons même aller plus loin: lorsque les «experts» prennent le pas sur les politiques élus, alors c'est aussi la démocratie qui se trouve ébranlée. Et rappelons-nous la fameuse formule: un expert est quelqu'un qui vous expliquera demain pourquoi ce qu'il proposait hier ne fonctionne pas aujourd'hui!

S O M M A I R E

AGIR

Page 2
Crise:
CAC 40:
dividendes en hausse,
pouvoir d'achat en baisse.

Page 3
Finances publiques:
Budget 2013:
quand les actes démentent
les promesses.

Page 4
République et démocratie
par Jean-Claude Mailly.

Page 5
Loi ou accord:
Patronat et syndicats s'emparent de
l'égalité professionnelle.
Contrat de génération:

Enfin un CDI pour les jeunes,
les patrons suivront-ils?

Page 6
Nucléaire:
La fermeture de Fessenheim,
une décision politique.
Étude:
Stress au travail et infarctus:
un lien confirmé.

Page 7
Chauffage:
EDF-GDF: tarifs progressifs ou
régression sociale?
Budget:
En 2013, une autre fiscalité pour
l'emploi à domicile?

Page 8
Pouvoir d'achat: Unilever veut

se faire du beurre sur le dos
des pauvres.
Fraude sociale: FO s'attaque
au travail clandestin dans
les cafés-restaurants.

Page 9
Dettes: La troïka octroie des sursis
qu'elle fait payer cher.
Afrique du Sud: La dure victoire
des mineurs de Marikana.

Page 12
Élections TPE:
FO en campagne
Crise et morosité pour l'emploi
dans les TPE.

SAVOIR

Page 13
Les droits:
Congé de paternité: l'employeur
peut-il s'opposer aux dates
choisies par le salarié?
Consommation:
Malbouffe: les jeunes Français
surclassent les Américains.

Page 14
Le chiffre de la semaine.
Les chiffres utiles.
Les allocations chômage.

RESPIRER

Page 15
La désindustrialisation:
Les crises de l'automobile.
Parution > La rédaction vous signale.

Voix de presse:
Pacte budgétaire européen:
maltraité?

Page 16
Une sélection de livres.
Exposition: La Marseillaise
de Dijon, peintre et femme
de sculpteur.

MONTRER

Pages 17 à 19
Quand l'OIT enquête
dans les territoires
palestiniens.

INTERVIEW

Pages 10 et 11
Olivier Adam,
profession écrivain

Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse:
Y. Veyrier (8460)
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471
Rédacteur en chef: D. Roussel (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464),
F. Blanc (8466)
Révision: M.-P. Hamon (8468)
Contrat de travail: S. Fortin (8463)
Emploi: C. Girard (8469)
Économie: M.-L. Schissel (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)
Services: C. Josselin (8476)
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)
International: E. Salamero (8459)
Jamel Azzouz (8289)
Service photos: G. Ducrot (8467)

Service abonnement: V. Rigaut (8233)
Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par
01 40 52.
Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr
Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 3^e trim. 2012
Commission paritaire : 0911S05818

LES DROITS

Obligation

Judiciaire

Formalisme

Contrat

Une naissance: un heureux évènement qui n'enthousiasme pas toujours au plus haut point les employeurs car le congé qu'il doit légalement accorder à cette occasion à son employé ne tombe pas toujours à pic pour lui. Si pour d'autres congés spéciaux il existe des textes permettant à l'employeur de s'opposer aux dates choisies en

arguant de conséquences sur la marche de l'entreprise, il n'en existe pas pour le congé de paternité. La Cour de cassation a ainsi dû récemment poser jurisprudentiellement l'impossibilité pour l'employeur d'imposer un quelconque changement, à moins de ne pas avoir été informé dans les délais impartis.

CONGÉ DE PATERNITÉ: L'EMPLOYEUR PEUT-IL S'OPPOSER AUX DATES CHOISIES PAR LE SALARIÉ?

▲ Selon l'article L.1225-35 du Code du travail, un père, après la naissance de son enfant, bénéficie d'un **congé** de paternité de 11 jours consécutifs ou de 18 jours consécutifs en cas de naissances multiples. Ce congé doit être pris dans les quatre mois suivant la naissance de l'enfant (art. D.1225-8 du Code du travail).

Ce congé ne bénéficie qu'au père de l'enfant. Le compagnon ou la compagne de la mère ne peut bénéficier de ce congé, n'ayant aucun lien de **filiation** juridique avec l'enfant (Cass. 2^e civ., 11 mars 2010, n°09-65853).

Tous les pères, quelles que soient la nature de leur contrat de travail (CDI, CDD, intérim...) et leur ancienneté, ont droit à ce congé. Il peut être accolé au congé de naissance de trois jours ou être pris séparément.

Pour pouvoir bénéficier de ce congé, le salarié doit avertir son employeur au moins un mois avant la date du congé envisagé tout en précisant la durée de celui-ci. L'employeur peut en être informé par tout moyen, mais il est conseillé de le faire par lettre recommandée avec accusé de réception ou lettre remise en main propre contre décharge.

Dans une décision du 31 mai 2012, la Cour de cassation a jugé que l'employeur averti par le salarié de son souhait de prendre un congé de paternité, conformément à l'article L.1225-35, alinéa 3 du Code du travail, ne peut s'opposer ni à son départ, ni en exiger le report (Cass. soc., 31 mai 2012, n°11-10282).

L'employeur ne peut donc invoquer une charge de travail pour refuser ou reporter le congé de paternité. Le salarié ne commet aucune faute en prenant son congé de paternité aux dates choisies, même en présence d'une opposition de l'employeur.

Si le salarié accepte un report de son congé de paternité, il convient de bien faire attention à ce que ce report ne conduise pas à une prise du congé au-delà du délai de quatre mois suivant la naissance de l'enfant. La loi n'admet que deux cas de report au-delà du délai de quatre mois:

- l'hospitalisation de l'enfant. Le congé doit alors être pris dans les quatre mois suivant la fin de l'hospitalisation;
- le décès de la mère. Le congé doit être pris dans les quatre mois suivant la fin du congé dont bénéficie le père en application de l'article L.1225-28 du Code du travail.

En dehors de ces deux cas légaux, le report du congé de paternité au-delà du délai de quatre mois entraîne la suppression de l'indemnisation de

ce congé par l'assurance-maladie (Cass. 2^e civ., 10 novembre 2009, n°08-19510).

Pendant la durée du congé, le contrat de travail est suspendu. Sauf dispositions plus favorables, il n'est pas rémunéré par l'employeur mais donne lieu à une indemnisation par la **CPAM**. Ce congé est considéré comme du temps de travail effectif pour la détermination du droit à congés payés. À l'issue du congé de paternité, le salarié retrouve son précédent emploi ou un emploi similaire assorti d'une rémunération au moins équivalente.

CONGÉ

Désigne la période pendant laquelle un salarié peut quitter provisoirement son emploi.

FILIATION

Lien juridique existant entre l'enfant et ses parents et générant des droits et des obligations réciproques. Il en existe trois formes: légitime, naturelle (simple ou adultérine) et adoptive.

CPAM

Caisse primaire d'assurance-maladie. L'une de ses principales missions consiste en l'affiliation des assurés sociaux et la gestion de leurs droits à l'assurance maladie.



CONSOMMATION

MALBOUFFE: LES JEUNES FRANÇAIS SURCLASSENT LES AMÉRICAINS

▲ Les Français, réputés rois de la gastronomie, ont détrôné les Américains en matière de mauvaise alimentation. Et plus particulièrement la catégorie des 21-34 ans, qui s'alimentent de manière moins équilibrée que leurs homologues d'outre-Atlantique. La faute en reviendrait à une absorption excessive de sandwiches et une consommation insuffisante de fruits et de légumes, selon une récente enquête du CREDOC (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) dont une synthèse a été rendue publique le 5 septembre dernier. Du côté des plus de 65 ans, les Français mangent également moins bien que les Américains. L'alimentation des tout-petits pose problème elle aussi: la diversité ali-

mentaire, que l'on penserait être une vertu française, a fondu: en moyenne, les 3-17 ans consommaient 10,9 aliments différents sur trois jours en 2003 contre 9,2 en 2010. «Conséquence de la crise et des réductions des budgets alimentaires, la variété des repas s'est amenuisée», commentent sobrement les auteurs de cette étude.

Ce sont les Français de 45-64 ans et ceux de 15-20 ans (ces derniers généralement nourris par les premiers) qui ont l'alimentation la plus équilibrée, les 15-20 ans mangeant «significativement mieux que les Américains du même âge». En revanche, toutes catégories confondues, les Français ont un apport plus important en acides gras saturés et

en cholestérol. Ce qui peut s'expliquer par la consommation plus élevée de produits tels que fromages, charcuterie, viandes, œufs, viennoiseries et autres productions de l'industrie agroalimentaire gavées d'huile de palme. Un tantinet inquiétante, l'étude conclut que «l'alerte peut être donnée pour les jeunes adultes de 21-34 ans», car si d'aventure «cela devenait un phénomène générationnel, il y aurait un risque d'affaiblissement du modèle alimentaire français». Déjà que le modèle social français bat de l'aile... À moins qu'il y ait une relation de cause à effet...

AFOC Contactez l'AFOC de votre département – toutes les coordonnées sur afoc.net – ou l'AFOC nationale, du lundi au vendredi de 9h30 à 12h30 (tél.: 01 40 52 85 85).

Les chiffres font partie de la vie quotidienne et nous sommes aujourd'hui noyés sous une quantité impressionnante de données et de statistiques. Difficile de se retrouver dans ce dédale. C'est pourquoi *Force Ouvrière hebdomadaire* vous informe régulièrement de l'évolution de certains de ces repères précis.

LE SMIC

Depuis le 1^{er} juillet 2012:
9,40 euros l'heure,
soit **1 425,67 brut**
par mois
pour 151,67 heures.

FONCTIONNAIRES

Minimum de traitement
dans la fonction publique
depuis le 1^{er} janvier 2012:
1 398,35 euros brut.

Plafond mensuel
de la Sécurité sociale
du 1^{er} janvier
au 31 décembre 2012:
3 031 euros.

ASSURANCE- VIEILLESSE

Allocation de solidarité aux
personnes âgées (ASPA)
(anciennement «Minimum vieillesse»).

Au 1^{er} avril 2012:
9 325,98 euros par an
pour une personne seule
(777,16 euros par mois)
14 479,10 euros par an
pour un couple.
Minimum contributif majoré:
8 142,01 euros par an
pour une personne seule
(soit **678,50 euros** par mois).

RETRAITE COMPLÉMENTAIRE
AGIRC ET ARRCO
Valeurs des points et salaires de
référence au 1^{er} avril 2012
AGIRC à **0,4330 euros**
ARRCO à **1,2414 euros**

Médecine conventionnée (tarifs secteur 1)

Au cabinet du médecin
omnipraticien:
23,00 euros.
Au cabinet du médecin
spécialiste:
25,00 euros.

LE . CHIFFRE . DE . LA . SEMAINE

5000

Fin juillet, la conférence des présidents des universités publiques de Côte d'Ivoire annonçait une augmentation de 5000% des frais d'inscription universitaire en doctorat. De 6000 francs CFA (environ 9,15 euros), ils devaient passer à 300 000 (457 euros), à 100 000 pour la licence et 200 000 pour le master. Pour un pays où un habitant sur deux vit avec moins de 600 francs CFA par jour, cela représente une somme... Devant le tollé général, le gouvernement, dirigé par Alassane Ouattara, ancien haut responsable du FMI (Fonds monétaire international), a modéré quelque peu ses ambitions de hausse, mais sans y renoncer vraiment, annonçant, le 8 août, qu'elle ne serait véritablement effective que dans trois ans, et que, pour l'année 2012-2013, les droits d'inscription ne seraient multipliés que par cinq.

COTISATIONS SOCIALES, EN POURCENTAGE DU SALAIRE BRUT

CSG: 7,5% depuis le 1^{er} janvier 1998 (au lieu de 3,4%) et sur 98,25% du salaire depuis le 1^{er} janvier 2012.

CRDS⁽¹⁾: 0,5% depuis le 1^{er} février 1996 et sur 98,25% du salaire depuis le 1^{er} janvier 2012.

SÉCURITÉ SOCIALE

Assurance-maladie: 0,75%
Assurance-vieillesse: 6,65%
Assurance-vieillesse déplafonnée: 0,10%

ASSURANCE-CHÔMAGE

● Cotisation ASSEDIC
Tranches A et B 2,40%

APEC⁽²⁾ 0,024%

RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

● ARRCO (Taux minima obligatoires)
Non-cadres tranches A et B
et cadres tranche A: 3%
● AGIRC
Cadres tranches B et C: 7,70%
● Cotisation AGFF
Tranche A⁽³⁾ 0,80%
Tranche B⁽⁴⁾ 0,90%

1) Contribution au remboursement de la dette sociale.
2) Association pour l'emploi des cadres.

3) Tranche A: dans la limite du plafond de la Sécu.
4) Tranche B: entre 1 et 4 fois le plafond de la Sécu.

ALLOCATIONS FAMILIALES

2 enfants: 127,05 €
3 enfants: 289,82 €
Par enfant en plus: 162,78 €

Majoration pour âge
des allocations:
35,74 € de 11 à 16 ans
et 63,53 € après 16 ans.

Pour vos enfants nés après
le 30 avril 1997, vous ne
recevrez pas ces deux ma-
jorations; vous recevrez
une majoration de 63,53 €
à partir du mois suivant
leur 14^e anniversaire.

CHÔMAGE

L'allocation doit s'élever à
28,21 euros par jour au
minimum, mais ne peut
dépasser 75% du salaire
journalier de référence
(salaire des douze mois
qui ont précédé la rupture
du contrat de travail).

Vous trouverez tous les détails
dans le tableau «Allocations
chômage» ci-dessous.

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (INSEE)

AOÛT 2012 DU 31/08/2011 AU 31/08/2012 DU 01/01/2012 AU 31/08/2012
+0,7% +2,1% +1,2%

INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

2^e trimestre 2012, l'indice de référence des loyers atteint 122,96 – évolution sur un an: + 2,20%

L'article 9 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 a modifié l'indice de référence des loyers. Le nouvel indice correspond à la moyenne, sur les douze derniers mois, de l'indice des prix à la consommation hors tabac et hors loyers.

LES ALLOCATIONS CHÔMAGE

LES RÈGLES D'INDEMNISATION

Le principe, c'est qu'un jour cotisé égale un jour indemnisé.

Trois paramètres sont pris en compte.

1- La période de référence. C'est la période pendant laquelle on regarde si le demandeur d'emploi a travaillé, donc cotisé. Pour les moins de 50 ans, ce sont les 28 derniers mois à compter de la rup-

ture du contrat de travail. Pour les plus de 50 ans, ce ne sont pas 28 mois, mais 36.
2- La durée minimale de cotisation. Pour être indemnisé, il faut avoir travaillé au minimum 4 mois, soit 122 jours dans la période de référence.

3- Les durées maximales d'indemnisation. Pour les moins de 50 ans, la durée maximale est de 24 mois. Pour les 50 ans et plus, cette durée est de 36 mois. Exemple: un salarié qui a travaillé 4 mois dans les 28 derniers mois (il a moins de 50 ans) aura droit à 4 mois d'indemnisa-

tion. S'il avait travaillé 7 mois, il aurait eu droit à 7 mois d'indemnisation. Autre exemple: un salarié de plus de 50 ans qui a travaillé 27 mois aura droit à 27 mois

d'indemnisation; s'il avait travaillé 46 mois, il aurait eu droit à 36 mois, soit le plafond. Ces règles s'appliquent à compter du 1^{er} avril 2009 pour les procédures de

licenciements individuels ou collectifs engagées à compter de cette date. Si la procédure a été engagée avant, ce sont les anciennes règles qui s'appliquent.

Montant des allocations

Dans le cas général, le mode de calcul de votre allocation s'établit comme suit. Une comparaison est effectuée entre:

- ⚡ 40,4% de l'ancien salaire plus une partie fixe de 11,34 euros par jour;
- ⚡ 57,4% de cet ancien salaire;
- ⚡ l'allocation minimale de 27,66 euros. C'est le montant le plus favorable pour l'allocataire qui sera retenu.

Une réserve cependant, le montant de l'allocation ne peut jamais dépasser 75% du salaire journalier de référence.